

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/3

9 décembre 1996

(96-5174)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

Déclaration prononcée par S.E. M. Enda Kenny,
Ministre du tourisme et du commerce de l'Irlande,
au nom de la présidence du Conseil des
Communautés européennes

Au nom de la présidence de l'Union européenne, je voudrais vous féliciter de votre élection à la présidence de la Conférence. Je voudrais aussi, par votre intermédiaire, remercier le gouvernement singapourien pour l'excellente organisation de cette Conférence et pour sa chaleureuse hospitalité.

Nous remercions également le Directeur général, M. Ruggiero, et son personnel, dont le travail très efficace a permis à la nouvelle Organisation de devenir opérationnelle et d'assurer les préparatifs de la Conférence.

Sir Leon Brittan, Vice-Président de la Commission européenne, a traité des priorités pour l'OMC telles que les voit l'Union européenne. Pour l'Union européenne, l'OMC est le fondement du système commercial multilatéral. Elle établit le cadre essentiel de règles pour les échanges. Son propre marché intérieur lui a appris combien un cadre de règles convenu est important pour la circulation des marchandises et des services. L'Union reconnaît aussi que la libéralisation du commerce est un élément essentiel de nos efforts pour promouvoir une croissance durable, relever les niveaux de vie et assurer un emploi à chacun. Notre hôte, Singapour, est un très bon exemple de réussite dans ce domaine.

La première Conférence ministérielle de l'OMC offre l'occasion de voir comment les engagements que nous avons souscrits pendant le Cycle d'Uruguay ont été mis en oeuvre. Elle nous permet aussi d'envisager le lancement de nouvelles initiatives destinées à consolider notre Organisation et à assurer que celle-ci tienne compte des nouvelles réalités d'une économie qui se mondialise.

L'Union européenne a contribué activement à la préparation de cette Conférence. Les propositions que nous avons présentées visent essentiellement à assurer que les engagements que nous avons tous pris dans le cadre de l'Accord de Marrakech soient intégralement mis en oeuvre, dans les délais convenus, et que l'Organisation soit bien placée pour relever les défis auxquels elle doit faire face à l'approche du nouveau millénaire.

L'Union européenne pense que le Directeur général a parfaitement raison d'insister sur le fait que l'OMC doit poursuivre ses travaux dans le contexte général d'une vision politique. Pour l'Union européenne, cette vision doit englober certains éléments clés.

L'OMC doit rester attachée à la poursuite de la libéralisation sur la base de règles acceptées par tous et renforcées. On en trouve déjà une expression concrète dans les engagements concernant les réexamens et les nouvelles négociations énoncés dans différentes parties de l'Accord de Marrakech.

./.

L'Union européenne espère que cet engagement pourra aussi s'exprimer concrètement dans les négociations qui sont actuellement menées en vue d'une libéralisation accrue dans les secteurs clés que sont les technologies de l'information et les télécommunications.

L'OMC doit veiller à ce que tous ses Membres, en particulier les moins avancés, tirent profit de la libéralisation du commerce. L'Union européenne attache une importance particulière au plan d'action pour les pays les moins avancés qu'il est demandé à la Conférence d'approuver. A cet égard, le Conseil des Ministres de l'Union européenne a adopté très récemment un nouveau texte qui vous sera distribué.

L'OMC doit continuer à viser l'universalité. La Conférence devrait donc indiquer la priorité qui doit être accordée au processus d'accession de nouveaux Membres, lesquels doivent démontrer qu'ils sont prêts à respecter pleinement les règles de l'OMC et à contracter des engagements appropriés et effectifs en matière d'accès aux marchés.

L'OMC doit donner dans ses règles une expression concrète de l'engagement concernant le développement durable qui est énoncé dans le préambule de l'Accord de Marrakech. L'Union européenne pense réellement que l'OMC doit faire de nouveaux efforts pour assurer que les politiques commerciales et les politiques environnementales se renforcent mutuellement.

L'OMC doit veiller à ce que ses règles soient appliquées strictement de manière que l'intégration régionale soutienne le système multilatéral incarné par l'OMC.

L'OMC doit aussi être à même de s'adapter aux nouveaux défis que représente le processus de mondialisation. De l'avis de l'Union européenne, il est donc essentiel que l'OMC soit prête à traiter, dans un esprit ouvert, les nouvelles questions relevant du mandat plus large que lui a donné l'Accord de Marrakech.

Pour réussir, l'OMC doit prouver aux dirigeants politiques, aux milieux d'affaires et aux consommateurs qu'elle a un rôle à jouer. En tant que Ministres, il nous incombe en particulier d'informer le public dans chacun de nos pays de la contribution que la libéralisation du commerce a apportée et devrait continuer d'apporter au relèvement des niveaux de vie partout dans le monde.

Le message de Singapour doit être un message de confiance dans cette nouvelle Organisation que nous avons créée. Les progrès qui ont été accomplis ces deux dernières années sont spectaculaires; il suffit de voir avec quelle efficacité l'Organisation a contribué à régler des différends.

Alors que nous approchons du nouveau millénaire, nous devons garder vivant l'esprit de la Déclaration de Marrakech, soit l'aspiration à un environnement commercial de plus en plus ouvert conduisant à une plus forte croissance des échanges, des investissements, de l'emploi et des revenus dans le monde entier. L'OMC peut contribuer à créer un monde meilleur pour tous, en cherchant à atteindre l'objectif de développement durable grâce au commerce. J'espère, de même que mes collègues de l'Union européenne, que nous garderons cette vision à l'esprit lorsque nous discuterons et négocierons pendant cette semaine.

Pour conclure, je voudrais recommander que chacun de nous aborde cette réunion en faisant siennes les valeurs que partage le peuple singapourien, qui veut "le consensus, pas les conflits".